

Chronique d'une mort annoncée : Le BTP, un secteur sacrifié dès 2024

50% DES EMPLOIS DU BTP VONT DISPARAITRE EN 2024

Le secteur du BTP, en Nouvelle-Calédonie, ce sont 6 500 emplois ; Fin 2024, nous risquons de passer sous la barre de 3 000 emplois.

Cette catastrophe sociale va d'abord concerner des emplois non qualifiés, mais aussi toute une filière dans laquelle les perspectives de carrières et des savoir-faire vont disparaître.

QUELLES SONT LES RAISONS DE CETTE CRISE ?

L'optimisme affiché autour des grands travaux ne masque pas la réalité d'un recul, sans précédent depuis 30 ans, du niveau d'investissement.

- Beaucoup d'annonces égrènent des projets déjà engagés, certains sont presque terminés ;
- Les montants des investissements rapportés au budget primitif de la Nouvelle-Calédonie et des provinces sont nettement inférieurs aux besoins réels des projets en 2024.
- Le taux de réalisation moyen est de 30% ; en d'autres termes, seuls 30% de montants, déjà trop bas, seront effectivement réalisés.

Investissement public en trompe l'œil, investissements privés gelés par l'avenir institutionnel et par la crise du nickel, le BTP concentre tous les maux et ne s'en remettra pas.

QUE FAUT-IL FAIRE ? AGIR !

- **Que les collectivités acquittent leurs dettes est une exigence immédiate.** Certains projets réalisés pour des collectivités sont impayés, parfois depuis plus de 6 mois et pour des montants en centaines de millions de francs ;
- **La FCBTP envisage de demander à tous ses adhérents de suspendre les cotisations CAFAT** afin de protéger ce qui reste de trésorerie et éviter les cessations de paiement ;
- **Création d'une cellule de crise pour le secteur, au niveau du Gouvernement de la Nouvelle-Calédonie** afin de réunir tous les acteurs en mode solution.

D'autres pistes existent, dont certaines sont techniques, par exemple, l'Etat pourrait apporter un support technique aux collectivités afin de permettre de réaliser les budgets prévus à plus que 30%, dès cette année.

L'ensemble des adhérents de la FCBTP attendent une réaction immédiate car ils sont menacés de faillite et de plans sociaux massifs.

C'est une filière vitale pour le développement du territoire autant que pour ses salariés et le savoir-faire qu'ils détiennent, mais c'est justement sa survie qui est en question.

La FCBTP sollicitera un rendez-vous avec M. Gérald Darmanin, ministre de l'Intérieur pour exposer la situation du secteur et appeler l'État à soutenir la filière.